



Fin de l'état de grâce ?



4 mois après le changement de municipalité, un petit point d'étape s'impose : quelles évolutions pour le personnel ?

Certes, on ne peut nier les rencontres avec les organisations syndicales, et ce dès les premiers jours du nouveau mandat, au cours desquelles la CGT a pu mettre en avant quelque unes de ses revendications pour le personnel :

- la restauration d'un dialogue social ;
- la mise en place d'une véritable concertation sur le projet de l'Hôtel de ville ;
- donner à tous les agents l'opportunité de s'exprimer lors d'une rencontre entre la municipalité et l'ensemble du personnel, afin de redonner du sens au projet commun, porté par tous, que doit être le service public porté par notre collectivité ;
- la poursuite du travail commencé sur le plan de titularisation ;
- la mise en place d'une médecine du travail ;
- la remise à plat du Régime indemnitaire ;
- l'ouverture de véritables discussions sur l'organisation des services de la ville et le respect des organismes paritaires et du statut, notamment sur cette question ainsi que celle de recrutements ;
- une véritable concertation avec le personnel sur la réforme des rythmes scolaires.

Lors de notre première rencontre avec la nouvelle municipalité, le 8 avril dernier, nous avons avancé ces revendications et demandé un calendrier de rencontre avec notre syndicat pour poser, en plus de ces grandes lignes, l'ensemble des revendications que nous avons portées jusqu'à présent. **Mais avons-nous été réellement entendus ? A voir... En attendant :**

Peut-on accepter qu'après avoir mené un front commun pour le report de la réforme des rythmes scolaires afin, entre autres, de laisser le temps pour une véritable concertation avec les parties concernées, celle-ci soit finalement mise en place **sans aucune concertation avec le personnel ? NON**

Peut-on accepter qu'à ce jour, les discussions sur l'aménagement de l'hôtel de ville soient toujours **au point mort** alors que les conditions de travail et de sécurité des agents continuent de se dégrader (DARF, accueil social) ? **NON**

Peut-on accepter que, sous couvert de transparence, les agents soient informés par courrier ou lors d'une réunion de la remise en question de leurs postes, de leurs missions, de leur organisation de travail, sans qu'il n'y ait eu de discussion sur les critères qui ont déterminés les postes, les missions, les organisations visés ? Alors qu'aucun débat n'a eu lieu, notamment avec le personnel et ses représentants, sur les besoins de la collectivité, la réponse à y apporter et l'organisation adéquate ? **NON**. Peut-on accepter que sous couvert de transparence, les inégalités de traitement perdurent ? **NON**

Peut-on accepter que le plan de titularisation soit toujours en attente, alors précarité est toujours d'actualité dans notre collectivité ? **NON**

Peut-on accepter que le quotidien des agents soit toujours aussi difficile avec des questions de matériel, de dotation vestimentaire toujours en souffrance ? **NON**

Force est de constater qu'à ce jour les actions ne sont pas à la hauteur de nos attentes et que la rentrée risque d'être compliquée pour tout le monde...

Bagnolet, le 19 juillet 2014